

Les participants du RMT ont travaillé sur la veille scientifique et technique en agriculture biologique (AB). L'objectif de ce travail est d'arriver à améliorer l'échange et la capitalisation des informations issues de la veille et des acquis des différents partenaires du RMT. Avec l'INRA, un travail de recensement des pratiques existantes, au niveau veille et documentation, a été mené, ainsi qu'une analyse des besoins de la majorité des acteurs de l'AB. Une synthèse de la situation ainsi que des propositions d'amélioration et d'évolution ont ensuite été élaborées.

Contexte de l'étude

En lien avec le thème 4 du programme de travail du RMT : «Intégration et diffusion des connaissances, notamment vers l'agriculture conventionnelle», un groupe de travail intitulé «veille scientifique et technique» a été créé début 2012. Ce groupe de travail a mené une réflexion sur les pratiques info-documentaires des différents organismes concernés par l'agriculture biologique en France.

Ce groupe réunit trois types de participants :

- **des professionnels de l'information** ayant une activité développée sur l'AB : ABioDoc (centre national de ressources en agriculture biologique et service de VetAgroSup), l'ISARA-Lyon (école d'ingénieur en alimentation, agriculture, environnement et développement durable), Inter Bio Bretagne (IBB, association interprofessionnelle de développement de la filière agriculture biologique en Bretagne)
- **des animateurs de réseaux** intervenant en AB : chambres d'agriculture (APCA), instituts techniques (ACTA), actions expérimentales (ITAB), lycées agricoles (Formabio),
- **des experts des systèmes d'information** : chercheurs (INRA)

Objectifs

Les enjeux liés à la gestion de l'information dans le secteur de l'AB sont divers du fait du réseau complexe d'organismes et d'acteurs intervenant sur le sujet. Les activités liées au domaine de l'information ne sont pas spontanément identifiables au sein de ce réseau, à part dans quelques structures dédiées à cette activité.

Le travail s'est constitué autour de trois principaux questionnements.

- Quelles sont les actions prioritaires à mener pour répondre aux besoins informationnels des acteurs d'un réseau multi-professionnel en utilisant au mieux les apports et les atouts des différents organismes impliqués dans le processus de diffusion/échange de l'info?
- Un nouveau dispositif pourrait-il être une solution et quelle forme pourrait-t-il prendre ?
- Une démarche de mutualisation est-elle envisageable ?

Trois sous-questions pratiques ont permis de structurer la démarche :

- Quels sont les besoins informationnels des acteurs de l'AB ?
- Quel type de projet permet de répondre à ces besoins ?
- Quelle est la logique d'action en réseau possible ?

Méthode

Pour mener à bien cette étude, un stage de fin d'étude de Master ICCD (Information Communication Culture Document) a été encadré par l'INRA d'Avignon et co-financé par l'INRA et le RMT DévAB. Après un état des lieux des différents services d'information existants dans les organismes représentés dans le groupe de travail, une enquête en deux parties a été construite. La première partie de l'enquête a consisté en des entretiens semi-directifs menés auprès des membres du groupe de travail du RMT. La seconde partie a reposé sur un questionnaire en ligne à destination d'une large majorité d'acteurs du réseau AB (agriculteurs, conseillers, techniciens, expérimentateur, chercheurs;..), tous usagers de l'information.

La première partie de l'enquête a donc visé à **mieux comprendre les pratiques et attentes des acteurs du RMT en matière d'information**. Ces entretiens réalisés auprès des professionnels de l'information et des animateurs de réseaux ont permis d'identifier des éléments problématiques potentiellement rencontrés par les acteurs de l'AB,

La deuxième étape de cette enquête a permis d'élargir la compréhension du secteur à l'aide d'un questionnaire largement diffusé, visant à **mieux saisir les besoins des usagers de l'information en AB**.



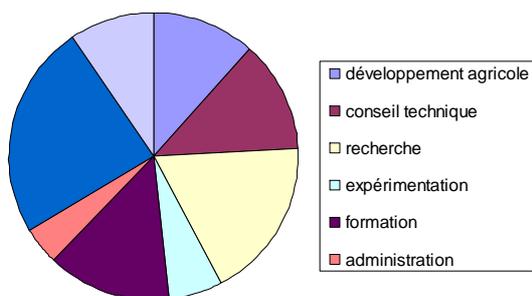
Les questions abordées ont été les suivantes :

- Que pensent les acteurs de l'AB de l'organisation actuelle de l'information professionnelle en AB ?
- Pourquoi les acteurs de l'AB ont-ils besoin d'information ?
- Quelles ressources d'information sont les plus utiles aux acteurs de l'AB ?
- Les acteurs de l'AB connaissent-ils les services proposés par les différents organismes de l'AB ?
- L'information en AB est-elle fiable ?
- L'information en AB est-elle accessible ?
- Comment les acteurs de l'AB recherchent-ils de l'information et ont-ils des activités de veille ?
- Existe-il un rapport entre l'insertion dans le réseau et la maîtrise de l'information ?
- Les acteurs sont-ils eux-mêmes producteurs d'information ?

Ce questionnaire a été envoyé à environ 8200 personnes toutes activités confondues.

Résultats

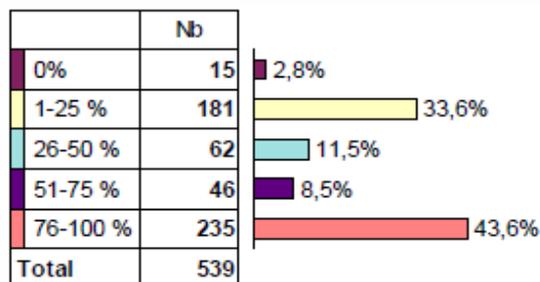
824 réponses ont été recueillies, dont 500 sont exploitables ce qui constitue un échantillon assez important à l'échelle du secteur, avec une assez bonne répartition entre activités.



Répartition des répondants par type d'activité professionnelle

11% développement agricole, 12% conseil technique, 17% recherche, 6% expérimentation, 13% formation, 4% administration, 23% production agricole, 9% transformation et distribution.

Près de 75% des répondants qualifient d'important leur besoin d'information sur l'AB et affirment que celle-ci est insuffisante, confirmant l'intérêt du travail mené.



Part de temps consacré à l'AB dans l'activité

Au niveau du temps consacré à l'AB dans l'activité, deux profils se distinguent: des personnes peu investies (34%) et des personnes fortement investies (44%). La recherche et le développement agricole et la production agricole se distinguent sur ce point : les chercheurs sont plutôt peu investis sur l'AB, alors que les personnes du développement agricole et de la production agricole sont fortement investies.

L'analyse détaillée des réponses permet de dégager deux grands enjeux structurants

1. Maîtriser l'information en ligne et l'information informelle,
2. Centraliser l'information pour favoriser son accessibilité

Maîtriser l'information en ligne et l'information informelle



Ressources d'information les plus importantes pour les répondants

Les acteurs de l'AB consultent massivement les sites Internet pour s'informer : pour 81 % des répondants, les sites Internet constituent la première ressource pour trouver de l'information professionnelle. Ce résultat n'est pas une surprise, d'autant qu'il s'agissait d'un questionnaire en ligne, mais le taux de réponse au questionnaire et à cette question confirme l'importance prise par ce média dans tous les secteurs d'activité.



Importance égale accordée aux ressources documentaires formelles et information informelle : l'information formelle désigne l'information qui se trouve sur un support formalisé, un document (presse professionnelle, dossiers et fiches techniques, bulletins d'information et newsletters, etc.). Les ressources formelles classiques sont utilisées par plus de 50% des répondants. L'information informelle ne trouve pas sa place dans la documentation ou sur un support physique stabilisé (colloques et journées de restitution, groupes d'échange, bouche à oreille, etc.), les acteurs de l'AB manifestent le même intérêt pour l'information informelle. Cette information informelle est riche mais peut aussi être source de biais, sa fiabilité et sa traçabilité n'étant pas toujours garanties.

Besoin de mieux maîtriser l'information en ligne pour 81% des répondants : malgré l'utilisation d'Internet comme source première d'information, l'ensemble des répondants ne semble pas posséder de compétences très développées en matière d'outils numériques et n'utilisent pas les outils les plus performants (Flux RSS, etc.). Il semble exister un décalage entre l'idée que les répondants se font de la recherche d'information sur Internet et la réalité de la complexité de cette recherche. Avec la profusion, la diversité et la dispersion de l'information disponible aujourd'hui sur ce média, il peut sembler difficile à croire que sans maîtrise d'outils spécifiques, il soit possible de maîtriser la recherche d'information sur ce média. La difficulté ne consiste pas à obtenir des réponses mais des réponses de qualité adaptées à son questionnement.

Besoin d'une information fiable: Pour près de 80% des répondants, la première qualité demandée à une information est d'être fiable. Les acteurs de l'AB ont besoin d'informations de confiance, le niveau de traitement ou le degré de développement de l'information importent moins.

Différenciation des attentes entre activités, particulièrement marquée pour les chercheurs et les agriculteurs. Les informations de type technique et réglementaire sont les plus demandées par tous les acteurs, suivies par les informations scientifiques. Les chercheurs se distinguent des autres catégories de répondants par une utilisation plus importante d'outils numériques (alertes mails, logiciels de gestion bibliographique, archives ouvertes...) liée à leur activité de publication scientifique qui les pousse à faire beaucoup de recherches bibliographiques et à gérer la conservation de leurs documents. Ils se distinguent également par les ressources qu'ils utilisent en premier lieu : colloques et séminaires de recherche, bases de données, livres, mémoires et thèses sont les plus importants à côté des sites internet.

Les agriculteurs se distinguent par un intérêt plus grand pour le bouche à oreille, importance des conseillers techniques et commerciaux pour la circulation de l'information. Ils sont plus ancrés dans le terrain et attachés au contact direct pour s'informer.

Centraliser l'information pour favoriser son accessibilité

Méconnaissance des outils d'information actuels (services documentaires, bases de données, etc.) : les résultats de l'enquête suggèrent un manque de communication sur l'existence de ces outils et une inadaptation partielle de ceux-ci aux attentes d'un certain nombre d'acteurs (manque de temps pour chercher l'information, outils difficiles à utiliser, information trop théorique...).

La centralisation des ressources d'information est un besoin fort des acteurs qui peut être une solution au problème de la dispersion de l'information en AB et permettre d'améliorer la fiabilité de l'information circulant au sein du réseau.

Les besoins identifiés confirment donc l'existence d'un dysfonctionnement et de manques d'information chez les acteurs de l'AB. La dispersion de l'information dans trop de sources différentes, identifiées en préalable de l'étude, est vécue comme un problème par les acteurs de l'AB et ce constat encourage l'entreprise d'une action spécifique pour organiser les ressources d'information professionnelle dans le domaine de l'AB. Une action sur la circulation de l'information informelle étant difficile à mettre en œuvre, il est proposé de se concentrer en priorité sur l'information numérique disponible sur le Web afin de répondre à l'enjeu de centraliser les ressources d'information pour en faciliter l'accès.

Perspectives

A partir des résultats de l'enquête, trois possibilités ont été pressenties par les participants du groupe de travail pour améliorer l'organisation de l'information dans le secteur de l'AB :

1. Chaque structure s'approprié les résultats pour améliorer ses propres services (communication, ergonomie...)
2. Les structures décident de travailler ensemble pour être plus complémentaires
3. Les structures décident de construire ensemble un nouveau dispositif commun selon un scénario intégratif plus ou moins poussé



La participation au groupe de travail permet aux structures de faire évoluer leurs services et d'échanger sur les complémentarités possibles. Néanmoins, la dernière possibilité, la plus ambitieuse, semble également la plus à même de répondre aux enjeux identifiés.

Quatre scénarios ont donc été envisagés :

Scénario 1 : Veille en commun sur des thématiques précises

Collecter l'information en commun sur un sujet définit. Sans répondre complètement aux enjeux identifiés, cette solution pourrait permettre de lancer la démarche de travail inter-structures qui demande un partage clair des tâches, une organisation et une confiance réciproque.

Exemple de la veille transfiliales où 7 structures participent sous une coordination de l'ITEIPMAI : http://www.iteipmai.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=169&Itemid=134

Dans le cas de l'AB, il paraît néanmoins difficile de mettre ce système en place, le champ étant très vaste, difficile à définir et le nombre d'organismes plus important.

Scénario 2 : plateforme de veille collaborative (partage d'informations, de contenus)

A plus large échelle que l'outil précédent, la plateforme permettrait de développer une dynamique de partage et d'échanges d'informations mais aussi de centraliser les informations récoltées par les uns et les autres, facilitant la capitalisation des connaissances.

Cela nécessite une organisation précise, une charte de fonctionnement et une animation permanente. Il faut également partager et échanger des informations sur l'information. La question de la coordination peut s'avérer très complexe.

Exemple de plateformes de veille collaboratives : _

Veille info tourisme : <http://www.veilleinfotourisme.fr/>

Veille sur l'eau : <http://www.reseau-eau.eduagri.fr/wakka.php?wiki=PagePrincipale>

Scénario 3 : portail d'information sur les ressources

Plus intégratif, il s'agit de connecter les outils, les ressources et les services existants en un même lieu (par recensement de signets ou bookmarks, de lieux et de personnes, d'outils d'information). Cette solution implique nécessairement une collaboration étroite de la part des différents organismes.

La réussite d'une telle démarche repose sur l'adhésion des organismes à la plateforme, le risque étant qu'ils restent attachés à diffuser l'information sur leur propre site sans faire le lien avec le portail.

La mise en place d'une charte éditoriale, comme dans le cas de la veille collaborative, est un élément important.

Exemple du portail d'info sur l'agriculture et la biodiversité dans l'océan indien <http://www.agriculture-biodiversite-oi.org/>

Scénario 4 : un portail documentaire dédié à l'AB

La création d'un portail unique d'information sur l'AB est enfin une solution plus intégrative. Ce portail permettrait de mettre en commun la documentation sur l'AB, de disposer d'un espace de diffusion commun des informations. Les acteurs du secteur ont alors une porte d'entrée claire et identifiée sur l'ensemble des informations et les producteurs d'information savent que leur information sera la plus visible sur ce portail.

La connexion des différentes bases de données est un enjeu fort pour permettre une mise à disposition centralisée de l'information. Cela peut s'avérer compliqué au niveau de l'organisation (harmonisation, notice, thésaurus, procédures de mise à jour claires) et nécessiter des évolutions importantes au sein de chaque organisme, mais cela permet aussi une plus grande souplesse au niveau de l'organisation.

Exemples :

Il existe en Allemagne un portail documentaire sur l'AB, géré par l'agence fédérale pour l'agriculture et l'alimentation <http://www.oekolandbau.de/>

Le portail documentaire de l'eau (<http://www.documentation.eaufrance.fr/>), fonctionne avec un protocole d'échanges de méta-données OAI-PMH. Les sites donnent accès à leurs données qui sont ensuite présentées sous forme structurée sur le portail (notice de la ressource et lien avec la base où est la ressource) accès à des documents ou à une notice.

Les membres du groupe de travail sur la veille scientifique et technique en AB du RMT DévAB considèrent que le scénario n°3 est le plus à même de répondre aux besoins exprimés et de fédérer l'ensemble des acteurs de l'information en AB.

Conclusion

Les besoins identifiés dans le cadre de ce travail confirment la **nécessité d'améliorer le travail sur l'information en AB**. Malgré l'augmentation croissante de l'information produite sur l'AB, le manque d'information est bien réel. Loin d'être une spécificité du secteur de l'AB, ce paradoxe se retrouve dans beaucoup d'autres secteurs, agricoles ou non. Sur la base de ce travail, la démarche du RMT DévAB est donc d'initier une **concrétisation de la solution favorisée par les membres du groupe de travail: mise en place d'un portail d'information sur les ressources**.

La mise en place du programme « Ambition 2017 » est une bonne opportunité pour faire avancer ce sujet et mieux répondre aux besoins des acteurs de l'AB.

